

*Pouvoir d'emprunt*

Ce qu'il y a d'inquiétant, c'est que, non seulement le gouvernement trouve normal d'avoir un déficit, mais qu'il a convaincu la plupart de ses amis libéraux du monde des affaires qu'il n'y a rien de mal à perpétuer ce déficit.

Son bon ami, Ian Sinclair, ancien président du CP, a été chargé d'étudier le programme des 6 et 5 p. 100. J'ai remarqué qu'il préconisait d'accroître le déficit, de dépenser davantage pour nous sortir de nos difficultés. Cela me semble très inquiétant. Si nous voulions combler le déficit actuel, il faudrait augmenter les impôts d'environ 40 p. 100 pour pouvoir équilibrer le budget. C'est impossible. Le gouvernement a fait preuve d'inconséquence en ne cessant d'alourdir le déficit.

Mon collègue de Saint-Jean-Ouest est entré dans les détails. Depuis 1968, nous n'avons eu qu'un seul budget équilibré. En 1960-1970, il y a eu un excédent de 493 millions. Depuis, le déficit ne cesse d'augmenter à tel point que notre dette brute atteint maintenant entre 135 et 140 milliards et que les intérêts nous coûtent, à eux seuls, 17 milliards par an. C'est un fardeau très lourd pour notre capacité de production.

Pour financer le déficit, il faut soit emprunter soit faire marcher la planche à billets. Nous émiettons notre patrimoine et nous imposons un lourd fardeau aux générations futures. Nos jeunes auront une lourde dette à payer, et espérons qu'un jour ils pourront la rembourser. Nous vivons au-dessus de nos moyens, et cela, depuis longtemps.

Quand le gouvernement fait de gros emprunts de l'ordre de 19 milliards, cela a de graves conséquences sur tout notre climat économique. Cela va compromettre la relance économique et risque d'entretenir un climat inflationniste qui entraînera une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Nous risquons fort de créer le même gâchis économique qu'en 1981-1982.

Le secteur privé risque de se trouver à court d'argent. Le gouvernement accapare actuellement 60 p. 100 des capitaux à long terme. Le secteur privé se retrouve sans sources de financement, alors qu'il doit être, en principe, le moteur de la relance économique. Le gouvernement devra emprunter pour créer l'activité économique et les emplois dont nous avons besoin.

En 1982, le gouvernement fédéral a lancé 61 p. 100 des nouvelles émissions d'obligations. C'est ce que j'appelle couper l'herbe sous les pieds au secteur privé. Apparemment, nous continuons les mêmes erreurs que dans les années 1970. Nous poursuivons dans la même voie. Si nous analysons ce qui s'est passé depuis dix ans et certains défauts structurels que nous n'avons pas su déceler et corriger, nous verrons que nous n'avons pas su voir à temps les signes avant-coureurs d'une baisse de productivité. Nous n'avons pas su favoriser la modernisation, le rééquipement, l'investissement, l'amélioration des relations de travail, la formation professionnelle et la coordination entre l'offre et la demande de main-d'œuvre spécialisée. Nous négligeons d'encourager les nouvelles entreprises qui connaissent le succès.

**M. Axworthy:** C'est de la foutaise!

**M. Mazankowski:** Ce ne l'est pas! Il suffit de fureter dans un journal pour se rendre compte qu'il y a de nombreux emplois spécialisés de disponibles. Le ministre et son prédécesseur n'ont rien fait pour régler ce problème. Le ministre se contente de baratiner et il le sait.

Depuis dix ans, nous refusons de souligner les réussites et d'appuyer les nouvelles entreprises. Nous nous contentons de soutenir les perdants. Par suite d'interventions successives de l'État, nous avons tué l'esprit d'initiative ou nous avons suscité un faux sens de sécurité. Ce faisant, le secteur privé s'est découragé. Nous comptons sur les emprunts et les dépenses pour nous sortir de mauvais draps. Il s'ensuit des déficits élevés, une dépréciation de notre monnaie, une hausse des taux d'intérêt, une fuite des capitaux et une confiance ébranlée. Notre économie nous place maintenant au 24<sup>e</sup> rang des 24 pays de l'OCDE.

Quand nous examinons les tendances qui se manifestent, soit notamment la proportion du Pnb qu'accaparent tous les gouvernements, la situation devient effarante. Plus de 50 p. 100 de tous les biens et services produits au Canada sont utilisés à un palier quelconque du gouvernement. Quand cela se produit, non seulement nous perdons notre liberté économique, mais notre liberté politique est également menacée.

Quand on examine la situation, on se rend compte qu'il faut régler certains problèmes qui se posent actuellement. Nous devons réduire les dépenses de l'État. Nous devons réduire les fonds alloués aux programmes sociaux à cause de la crise actuelle. Bien entendu, nous ne pouvons pas sabrer dans les paiements de transfert. De graves problèmes de structure ont surgi dans l'économie. Nous savons que nous ne pouvons pas réduire le déficit du jour au lendemain, mais nous devons être résolus. Nous devons nous efforcer de réduire le déficit.

Il y a de nombreuses façons de réduire les dépenses exorbitantes et extravagantes de l'État. Voyons comment celui-ci traite ses amis, tel le sénateur Pitfield nommé récemment. Nous avons été mis au courant des faits scandaleux relatifs au marché de compéage conclu en faveur de l'ancien ministre de l'Énergie. Grâce à un placement de \$25,000, il a la possibilité de réaliser des profits de \$750,000 et de toucher un traitement de \$30,000 par an en plus de \$600 par jour. C'est un véritable marché de compéage.

Nous avons maintenant au Canada une commission royale d'enquête ridicule qui coûtera aux contribuables canadiens \$5,000 par jour. Son président touchera jusqu'à \$925 par jour sans compter ses dépenses. Il est rassurant de constater que même des députés de l'arrière-ban ont de la difficulté à l'accepter. Nous avons aussi les administrateurs de la SCHL qui ont obtenu une majoration de 200 p. 100, tous des libéraux pure laine, on ne peut en douter. Le gouvernement dépense dans les 230 millions en publicité. Il a demandé à tout le monde de s'en tenir aux 6 et 5 p. 100, mais ses frais de gestion à lui montent en flèche: 17 p. 100, globalement entre 1981-1982 et 1982-1983. Les frais de gestion du ministère de l'Emploi et de l'Immigration ont augmenté de 40 p. 100, ceux de la Santé nationale et du Bien-être social de 32 p. 100, ceux des Transports de 20 p. 100, ceux des Approvisionnements et Services de 15 p. 100. En ce qui concerne la pléiade des conseils consultatifs, monsieur le Président, il n'est pas sans intérêt de se pencher sur ceux qui ont été constitués par le gouvernement avec neuf, dix, douze membres. Certains ne se sont jamais réunis. Certains ne se réunissent qu'à l'occasion. C'est une sorte d'honorariat. Toujours les faveurs politiques!